

INTRODUCTION

Yaurait-il depuis quelques années un « retour de l'autogestion dans le débat français », ainsi que l'affirmait il y a peu le sociologue Maxime Quijoux, en ouverture de sa belle thèse sur les entreprises « récupérées » en Argentine¹ ? Le soutenir sans plus de précaution serait sans doute aller un peu vite en besogne. Pierre Rosanvallon avait constaté, il y a maintenant près de deux décennies, que cette idée d'autogestion avait « traversé comme un météore le ciel politique français des années 1970² ». La métaphore renvoyait à la fois à l'intensité d'un éclat et à la brièveté d'un destin. Entre-temps, la question de l'autogestion ne s'est visiblement pas réinstallée au cœur du « débat français ». Aucune des grandes formations politiques ou syndicales de gauche ne porte plus, depuis longtemps, le projet d'un socialisme autogestionnaire³. Seuls continuent à s'en réclamer explicitement, sur leurs affiches et dans leurs textes, des organisations libertaires, les lointains héritiers du PSU ou encore les syndicats SUD-Solidaires. Cependant, de forums sociaux en « foires à l'autogestion » ou en « rencontres d'entreprises autogérées », le thème et le terme ont incontestablement repris des couleurs dans les milieux alter-

1 C'est ainsi que s'intitule le deuxième chapitre de son livre, *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, Paris, Éditions de l'HEAL, 2011, dont le titre est significativement calqué sur celui de l'ouvrage-clé que le sociologue Albert Meister a consacré à la Yougoslavie, un demi-siècle plus tôt (*Socialisme et autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris, Le Seuil, 1964).

2 Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000, p. 385.

3 Même si des personnalités politiques comme Daniel Cohn-Bendit ou Michel Rocard avaient appelé, il y a quelques années, devant l'absence de perspective positive à gauche, à « revisiter » les utopies autogestionnaires (Frank Georgi, « Le moment autogestionnaire des socialistes français », in Daniel Cohen et Alain Bergounioux (dir.), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Paris, Fayard/FJJ, 2012, p. 211-229).

mondialistes et alternatifs, en France et à l'étranger¹. Un théoricien anti-capitaliste radical comme Frédéric Lordon, icône du mouvement « Nuit debout » de 2016, envisage la « reconstruction d'un monde failli » sur la base d'entreprises autogérées que, cependant, il estime nécessaire de désigner par un néologisme, les « récommunes productives » ou « entreprises récommunales »². Plus généralement, les crises du capitalisme financier ont remis au goût du jour l'économie sociale, les coopératives de production, la réforme de la gouvernance d'entreprise et la notion de « communs »³, qui ne sont pas sans parenté avec les thématiques autogestionnaires d'autrefois, de même que, sur le plan politique, la crise de la représentation a relancé les réflexions sur une démocratie « participative ». Dans l'entreprise « capitaliste » elle-même, les limites du modèle hiérarchique, fût-il modernisé, ont suscité en réaction un intérêt dont il faudrait mesurer l'intensité, pour des pratiques ou même des écoles managériales reposant sur l'autonomie quasi-totale des individus et des groupes au travail (« entreprises libérées⁴ », « holocratie (*holacracy*)⁵ » et, dénomination renouant, au moins sur le plan lexical, avec une époque déjà lointaine : « *self-management*⁶ »).

S'il n'est pas revenu « au centre » du débat, le thème de l'autogestion fait écho à des interrogations très actuelles. Les sciences humaines et sociales se penchent à nouveau sur la notion, dans une perspective résolu-

1 Au carrefour des héritages mémoriels et des préoccupations politiques contemporaines, on notera la création en 2011 de l'« Association Autogestion » (<http://www.autogestion.asso.fr>), qui a impulsé une « Encyclopédie internationale » de l'autogestion en ligne, en partenariat avec les éditions Syllepse (https://www.syllepse.net/Ing_FR_srub_37_iprod_648-autogestion-l-encyclopedie-internationale.html). Ce type d'approche est très présent au plan international (voir en particulier le site <http://www.workerscontrol.net>) et permet l'accès à de nombreuses ressources en ligne.

2 Frédéric Lordon, *La crise de trop : reconstruction d'un monde failli*, Paris, Fayard, 2009. Le mot d'ordre offensif qu'il propose au mouvement du printemps 2016, avec la fin de la « propriété lucrative » des moyens de production, résonne en revanche plus familièrement aux oreilles militantes : « Tout le pouvoir aux salariés dans l'entreprise ! »

3 Voir par exemple le récent *Dictionnaire des biens communs*, publié sous la direction de Marie Cornu, Fabienne Orsi et Judith Rochfeld (Paris, PUF, 2017), qui comporte une entrée « autogestion », ou le livre de Benoît Borrits, *Au-delà de la propriété. Pour une économie des communs* (Paris, La Découverte, 2018), qui revendique l'héritage autogestionnaire.

4 Brian M. Carney, Isaac Getz, *Liberté & Cie. Quand la liberté des salariés fait le bonheur des entreprises*, Paris, Fayard, 2012.

5 Brian J. Robertson, *La révolution Holacracy. Le système de management des entreprises performantes*, Paris, Alisio, 2016.

6 Voir le site du « *Self-Management Institute* » créé par la société californienne Morning Star : <http://www.self-managementinstitute.org>

ment interdisciplinaire¹. Les historiens, après l'avoir longtemps négligée, commencent à leur tour à s'en saisir².

DE L'UTOPIE FRANÇAISE À L'UTOPIE GLOBALE

Depuis maintenant une bonne quinzaine d'années, une grande partie de nos recherches et publications ont été consacrés à cette question de l'autogestion. Celle-ci s'est imposée à nous dans le cadre de nos travaux antérieurs sur l'histoire de la CFDT. Le syndicalisme avait été, à tort selon nous, délaissé par les historiens depuis plusieurs décennies, au profit des seuls sociologues et politistes, alors même que l'ouverture d'archives inédites abondantes et le renouvellement des problématiques historiennes auraient pu permettre, en réinvestissant davantage ce champ, de mieux appréhender non seulement les mutations des mondes du travail, mais aussi celles de nos cultures politiques. La CFDT, de ce point de vue, par ses mues successives et sa recherche constante d'une « adaptation » aux évolutions du monde, mais aussi par la permanence d'une ambition à la fois sociétale et politique spécifique, renvoyant pour une part à ses racines catholiques sur lesquelles se sont greffés d'autres apports, nous semblait illustrer cette thèse d'une manière particulièrement probante. Or, durant toutes ces longues « années 1968 » qui s'étoient au seuil de la décennie 1980, c'est le terme d'« autogestion » qui résumait le sens de la transformation sociale telle que la concevait celle qui était alors la deuxième organisation syndicale française.

Mais si la revendication autogestionnaire revêtait à ce moment une forte dimension identitaire pour la CFDT³, celle-ci n'était pas la seule, il s'en faut de beaucoup, à s'en réclamer. Le mot, pour reprendre la formulation de Pierre Rosanvallon, « était sur toutes les lèvres et sous toutes les plumes dans les années 70⁴ ». Des libertaires aux chrétiens de gauche, en

1 Voir par exemple, pour la France, le colloque international « Démocratiser le travail », tenu à l'Université de Paris Ouest les 22 et 23 septembre 2016, à l'initiative de philosophes, et les journées de recherches « Autogestion. Un état de la question », qui se sont déroulées au Cnam, les 5 et 6 octobre 2017, animées par des sociologues du travail.

2 Voir le colloque international comparatiste de Potsdam (*Self-Management in Action: Worker Co-operatives and Employee-Owned Enterprises in Western Europe after 1945*, ZZP, Potsdam, 24-25 septembre 2015). Dans un registre plus militant, on renverra aux publications conduites sous la direction du sociologue radical Dario Azzellini, dont la dernière en date, *An Alternative Labour History. Worker Control and Workplace Democracy*, Londres, Zed Books, 2015).

3 Nous nous permettons de renvoyer sur ce point à notre livre: Frank Georgi, *CFDT: l'identité en questions. Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2014.

4 Pierre Rosanvallon, « Mais où est donc passée l'autogestion? », *Passé-Présent*, 4, 1984, p. 186. Lorsque la revue pionnière *Autogestion*, rebaptisée ensuite *Autogestion et socialisme* (1966-1979), fille posthume du sociologue Georges

passant par une partie des trotskystes, le PSU, le PS du Ceres aux rocardiens, et même, à la fin de la décennie, le PCF et la CGT, presque toute la gauche française, entendue au sens large – politique, syndicale et associative, des grandes organisations aux collectifs informels, en passant par les revues intellectuelles et les cercles de réflexion – finissait par se réclamer de l'autogestion. Celle-ci semblait devoir déborder les tribunes de congrès et les ouvrages théoriques, les revendications et les programmes, pour prendre corps à travers des pratiques, expérimentations et conflits sociaux, dont la grève – « active » ou « productive » – des salariés de Lip en 1973 constitua l'acmé. Loin de se cantonner au cadre de l'entreprise et de l'économie, la revendication autogestionnaire paraissait devoir embrasser tous les aspects de la vie sociale, de l'école à l'habitat, de la démocratie communale aux aspirations régionalistes, de l'écologie naissante à la cause des femmes. Le double constat de l'omniprésence du terme – en dépit ou à cause de sa polysémie – dans les années 1970 et de sa quasi-disparition du discours public dans la décennie suivante, tout autant que l'absence presque totale de travaux historiques sur cette question, nous ont conduit à organiser un colloque¹, puis à multiplier les angles d'attaque pour essayer de mieux cerner un objet difficilement saisissable : entrées par les organisations (PS, PSU, CFDT...) et les sensibilités (gauche chrétienne), par les intellectuels et la théorie politique (Serge Mallet, Pierre Rosanvallon, Albert Meister...), par les grèves, les mouvements sociaux et leurs représentations (Mai 68, Lip...), par les expérimentations et les pratiques alternatives (les « communautés de travail » à la Libération...).

Assez rapidement cependant sont apparues les limites d'une approche purement hexagonale de la question. Dans ce cas, autant ou plus que dans d'autres, le « nationalisme méthodologique » tendait à biaiser la perception. Le fait que, durant une décennie, l'autogestion se soit installée au centre du débat politique, principalement à gauche, prise en charge par des organisations partisans et syndicales de premier plan, popularisée par une abondante littérature, des passes d'armes idéologiques et des conflits sociaux emblématiques, a pu donner d'elle l'image d'une utopie « française ». Or, la dimension internationale de la notion apparaît au cœur du phénomène, et cela à plusieurs niveaux. En premier lieu, s'il valorise sans surprise le local et la proximité, le discours autogestionnaire en France s'inscrit dès l'origine dans un horizon global. Au moins autant que par la réappropriation/relecture des théories et expériences historiques (des socialismes utopiques aux conseils ouvriers, de la Commune de Paris aux collectivités anarchistes de

Gurvitch, présente en 1980 sa nouvelle formule intitulée *Autogestions* (au pluriel), elle met en avant un constat identique : « L'autogestion est partout : dans les livres et dans les tracts, dans les têtes et sur les murs ».

1 Frank Georgi (dir.), *Autogestion. La dernière utopie?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

la guerre civile espagnole, de Proudhon à Marx) et la revendication d'une légitimité scientifique qui l'inscrive dans la modernité (cybernétique et théories de l'auto-organisation, biologie), il se construit par la recherche perpétuelle et obstinée d'expériences étrangères contemporaines censées attester le caractère universel de l'aspiration autogestionnaire. Cette quête inlassable dessine, à travers les publications militantes et savantes, toute une géographie imaginaire et mouvante de l'autogestion, de la Yougoslavie de Tito à la Pologne de *Solidarność*, des kibboutzim israéliens aux fermes autogérées algériennes, des sociétés amérindiennes refusant toute forme d'État à l'« autogestion en uniforme » des militaires péruviens, des alternatifs allemands aux « Lips nippons », du printemps de Prague au Chili de Salvador Allende, du Portugal des Œillets à la Tanzanie de Julius Nyerere¹.

Le caractère international et même transnational de l'utopie autogestionnaire telle qu'elle s'écrit alors en France ne se réduit pas à cette cartographie des modèles et des rêves, ni aux imaginaires qu'elle nourrit. Il s'étend aux échanges concrets d'expériences, aux circulations de personnes, de textes et d'images, aux réseaux internationaux dans lesquels s'inscrivent les individus et les groupes, qui, en France, se réclament de l'autogestion ou s'y intéressent : internationales politiques et syndicales, voire savantes (Association internationale de sociologie, qui consacre l'autogestion comme objet d'études légitime en 1976, Centre international de coordination des recherches sur l'autogestion – CICRA – fondé la même année à la Maison des sciences de l'Homme de Paris), réseaux intellectuels ou militants plus informels. Il se manifeste tout particulièrement par les voyages et séjours dans les « terres d'expérience² » et par les colloques, congrès et séminaires internationaux consacrés à l'autogestion, de Dubrovnik à Paris, de Venise à Ithaca. L'autogestion « circule » incontestablement au cours de ces années, et on ne saurait saisir les singularités de son destin français sans prendre en compte cette réalité.

Nous avons tenté, il y a quelques années, d'ébaucher une première « chrono-géographie » de ces circulations transnationales, examinées du point de vue de l'observatoire français³. Cet article se voulait autant un état des lieux, déjà largement nourri de recherches personnelles, qu'une esquisse programmatique. L'idée initiale était d'amorcer une étude qui rendrait compte de l'ensemble de ces circulations de modèles et d'expériences, des années 1950 aux années 1980, et ouvrirait la voie à une « histoire globale »

1 Voir Marie-Geneviève Dezès, « L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français », *ibid.*, p. 29-54.

2 Nous empruntons l'expression à l'ouvrage de Jules Moch, *Yougoslavie terre d'expérience*, Monaco, Éditions du Rocher, 1953.

3 Frank Georgi, « La France et la circulation internationale de l'utopie autogestionnaire », in Geneviève Dreyfus-Armand et alii (dir.), *Les années 68, un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle (1962-1981)*, Paris-Nanterre, Syllepse/BDIC/Musée d'histoire contemporaine, 2008, p. 82-107.

de l'autogestion. L'objectif, à mesure que le travail progressait, s'est vite révélé trop ambitieux, même en recentrant le regard sur la France comme carrefour ou interface. Tant la minceur de la bibliographie existante que l'abondance et la dispersion des sources primaires – sans parler des difficultés linguistiques – rendaient le pari peu réaliste dans le cadre d'une recherche individuelle. Il a donc fallu repenser le projet, en en réduisant le périmètre, tout en ne perdant pas de vue l'ambition initiale, tant les contacts pris avec des chercheurs étrangers au cours des dernières années rendaient de plus en plus concrète la perspective d'une collaboration internationale pour l'écriture de cette histoire transnationale de l'utopie autogestionnaire¹.

RETOUR SUR LA YOUGOSLAVIE

« Le mot autogestion nous a été interdit par le renvoi à Tito et à l'ex-Yougoslavie. On a perdu un mot². » Dans un entretien donné un an avant sa mort, Michel Rocard réaffirmait une idée qu'il défendait déjà depuis plusieurs années : la revendication autogestionnaire en France, tout au moins sur le plan lexical, aurait été la victime du discrédit dans lequel étaient tombés le régime de Belgrade et son parti unique, avant même la guerre civile et le démembrement sanglant de la Fédération. Si la thèse avancée par l'ancien dirigeant du PSU – puis porte-parole du « courant autogestionnaire » au sein du PS – apparaît discutable, elle a du moins le mérite de rappeler combien le discours français sur l'autogestion des années 1960 et 1970 « impliquait » une « référence constante à l'expérience yougoslave »³. Or, cette connexion étroite entre le socialisme autogestionnaire tel qu'il était alors prôné en France et le système économique et social qui régissait concrètement la Yougoslavie communiste a été très largement perdue de vue. Cette occultation, volontaire ou non, ne date pas d'hier. Lorsque, dès 1984, Pierre Rosanvallon, qui fut au cours de la décennie précédente l'un des principaux théoriciens français de l'autogestion, s'interrogeait sur l'« évanouissement » d'un terme qu'il avait fortement contribué à populariser, il apportait une réponse bien différente de celle de Michel Rocard, dont il était intellectuellement et politiquement très proche. Si le mot – nous reviendrons sur ce point important – est bien pour lui un néologisme créé

1 Ainsi, le colloque annuel de l'*International Conference of Labour and Social History* (ITH), qui s'est tenu à Linz (Autriche) en septembre 2018, a, pour la première fois en plus d'un demi-siècle d'existence de l'association, choisi pour thème de cette rencontre historique l'autogestion et les formes de participation des travailleurs à la gestion, dans une perspective globale.

2 Michel Rocard, entretien à *La Montagne*, 9 avril 2015 (http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/2015/04/19/interview-michel-rocard-designe-les-grands-maux-qui-nous-menacent_11407310.html).

3 Michel Rocard, « Si ça vous amuse ». Chronique de mes faits et méfaits, Paris, Flammarion, 2010, p. 83-88.

pour désigner ce qui se pratiquait dans les entreprises yougoslaves, la référence à l'autogestion se serait, à l'en croire, « très rapidement dissociée » de cette « expérience géographique » pour devenir, « à partir de mai 1968 », le « *collecteur* commode de la somme de refus et d'aspirations qui s'étaient exprimées dans le "mouvement" »¹. Le postulat d'une déconnexion précoce – 1968 – entre un signifié original et un signifié dérivé, entre une acception « yougoslave » et une acception « française » du terme, explique pourquoi, chez Pierre Rosanvallon, la question de la disparition de l'autogestion ne pouvait s'appréhender que dans un cadre exclusivement hexagonal. Son épuisement aurait correspondu à un mouvement de « décantation culturelle de la société française », la référence éphémère à l'autogestion ayant joué, dans la culture politique socialiste, le rôle de « concept-relais » permettant la réappropriation par celle-ci d'une part de son héritage libéral. Dans cette hypothèse, l'explication par le « renvoi » à la Yougoslavie de Tito ne serait d'aucune utilité.

Mais indépendamment de la question de savoir si oui ou non, et dans quelle mesure, la référence yougoslave a pu contribuer à « tuer » l'idée autogestionnaire en France², il est difficile de ne pas remarquer la présence « constante » de l'ombre portée, plus ou moins intense, de la première sur la seconde, plusieurs décennies durant. Même s'il est possible d'en repérer de rares usages éphémères antérieurs, c'est bien au début des années 1950 que le mot français « autogestion » est littéralement réinventé par les traducteurs de textes officiels importés de Yougoslavie et calqué sur le terme serbo-croate – *samoupravljanje* – qui s'est imposé comme le vocable-clé du nouveau lexique politique titiste. Le mot, d'abord concurrencé par des équivalents plus familiers comme « gestion ouvrière », s'impose et se diffuse peu à peu, avant de déborder l'espace balkanique pour venir qualifier d'autres tentatives et se muer en concept à prétention universelle. Le cordon ombilical, contrairement à l'idée suggérée par Pierre Rosanvallon, n'est cependant jamais véritablement coupé. Non seulement l'autogestion yougoslave continue à être régulièrement visitée, observée, disséquée, commentée en tant que telle par des observateurs étrangers, notamment français, mais une grande part des écrits théoriques ou programmatiques, savants ou militants, émanant des thuriféraires autant que des contempteurs de l'autogestion comme projet politique, économique et social, s'y réfèrent de manière récurrente, allusivement ou de manière centrale, positivement ou négativement, comme au seul exemple de son application durable, à

1 Pierre Rosanvallon, « Mais où est donc passée l'autogestion ? », art. cit., p. 187.

2 La formule est de Michel Rocard, dans un article consacré à Elinor Ostrom (« Le prix Nobel d'économie pour l'autogestion », *Libération*, 20 octobre 2009); voir également le point de vue, différent, d'un autre intellectuel emblématique du « rocardisme » : Patrick Viveret, « L'autogestion, un mort bien vivant ! », *Mouvements*, 18, novembre 2001, p. 38-43.

l'échelle d'un pays entier. La dénonciation du « mythe », la célébration de l'« exemple », voire du « modèle », les leçons des « erreurs » et des « limites » de l'« expérience », la question de son caractère transposable ou non, nourrissent une abondante production (livres, articles, débats...), même si son importance et sa visibilité varient selon les moments.

Or, la littérature historique concernant l'influence du modèle – ou du contre-modèle – yougoslave sur les gauches françaises se réduit à peu de choses. De manière générale, l'image de la Yougoslavie communiste en France n'a guère jusqu'ici mobilisé les chercheurs, même si quelques mémoires récents s'y sont intéressés à travers la représentation de Tito¹. Le mythe soviétique, à l'évidence, puis la Chine et Cuba, ont bien davantage stimulé les recherches². Lorsque Robert Frank entreprend d'étudier les icônes révolutionnaires circulant dans l'« espace 68 » international³, il retient les figures emblématiques de Fidel Castro, de l'Oncle Hô, du président Mao et du Che, mais – à raison – pas celle du maréchal Tito, dont le portrait demeure désespérément absent des manifestations étudiantes et des universités occupées – Yougoslavie exceptée⁴. Dans la somme parue en 2004 sur *L'Histoire des gauches en France*, la contribution de François Hourmant consacrée aux « modèles étrangers » de la gauche française, « de Lénine à Marcos », n'accorde que trois lignes allusives à « la Yougoslavie de Tito », contre plusieurs pages attendues à l'URSS, à la Chine et à Cuba et même un paragraphe entier au mystérieux porte-parole des zapatistes du Chiapas, le sous-commandant Marcos⁵. Quant au dernier en date des ouvrages français portant sur la question des modèles, il prend résolument le contre-pied d'une approche jusqu'alors presque exclusivement tournée vers les mythes

1 Bogdan Becirović, *L'image du maréchal Tito en France (1945-1980)*, Paris, l'Harmattan, 2014; Anaïs Aubry, *La figure de Tito et la représentation du régime de la Yougoslavie à travers les journaux télévisés français (23 décembre 1949-8 mai 1980)*, mémoire de M2, sous la direction de Myriam Tsikounas, Paris 1, 2014.

2 Sophie Coeuré, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Le Seuil, 1999; François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000 et, plus récemment, *Les années Mao en France. Avant, pendant et après Mai 68*, Paris, Odile Jacob, 2018; Rachel Mazuy, *Croire plutôt que voir? Voyages en Russie soviétique (1919-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2002; Sophie Coeuré et Rachel Mazuy, *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012. Pour une réinscription du cas français dans le cadre occidental, voir Paul Hollander, *Political Pilgrims: Travels of Western Intellectuals to the Soviet Union, China and Cuba, 1928-1978*, New York, Harper and Row, 1981.

3 Robert Frank, « Imaginaire politique et figures symboliques internationales: Castro, Hô, Mao et le "Che" », in Geneviève Dreyfus-Armand et alii (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles-Paris, Complexe/IHTP, 2000, p. 31-47.

4 Voir les photographies illustrant le recueil de documents sur le mouvement de juin 1968 en Yougoslavie, rassemblés et présentés par Boris Kanzleiter et Krunoslav Stojaković, *1968 in Jugoslawien. Studentenproteste und Kulturelle Avantgarde zwischen 1960 und 1975*, Bonn, Dietz, 2008.

5 François Hourmant, « De Lénine à Marcos: modèles étrangers pour la gauche? », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2: *xx^e siècle: à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p. 475-486.

révolutionnaires pour se pencher sur un « modèle suédois » dont la réception est susceptible d'éclairer le rapport complexe des gauches françaises au réformisme¹. La référence à l'autogestion yougoslave y est très brièvement évoquée, et uniquement en tant qu'illustration de la permanence d'un refus, chez les socialistes français, de la voie social-démocrate².

Si l'on excepte les deux contributions plus « globales » sur les modèles autogestionnaires évoquées plus haut³, seules deux études historiques en français, d'ampleur très inégale, ont été spécifiquement consacrées à la question des rapports entre autogestion yougoslave et autogestion française. Il s'agit un article de Joseph Krulic, paru dans la revue *Pouvoirs* en 1990⁴, et d'un mémoire de maîtrise inédit, soutenu à Paris 10 en 2000 par Xavier Jullien⁵. Le premier, qui tient du bref essai argumenté, postule une « méconnaissance » généralisée des réalités yougoslaves par les Français et débouche sur la thèse de « destins parallèles », plutôt que connectés, de l'autogestion dans les deux pays. Le second, qui s'appuie sur des sources imprimées, quelques entretiens et des archives syndicales de la CFDT, conclut également à une influence « relativement faible » et « superficielle » du modèle titiste, alors même que les documents cités témoigneraient plutôt de l'intensité des échanges intellectuels et politiques entre autogestionnaires français et yougoslaves. En dépit de pistes intéressantes et d'un apport d'informations non négligeable, ces deux contributions isolées, rédigées de part et d'autre de la décennie tragique qui voit se désintégrer la République fédérative, n'ont pas été prolongées par d'autres recherches.

Cette lacune historiographique contraste avec le regain d'intérêt tout récent, encore mal connu en France, dont fait l'objet, dans l'espace post-yougoslave, dans la diaspora et notamment dans les pays germaniques, la Yougoslavie socialiste⁶. Toute une nouvelle génération d'historiens et de

1 Gilles Vergnon, *Le « modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, PUR, 2015.

2 *Ibid.*, p. 104.

3 Marie Geneviève Dezès, « L'utopie réalisée... », et Frank Georgi, « La France et la circulation... », articles cités. Il convient d'ajouter la contribution toute récente, dans une perspective d'histoire européenne, de Benedetto Zaccaria, « Learning from Yugoslavia? Western Europe and the Myth of Self-Management (1968-1975) », in Michel Christian, Sandrine Kott et Ondrej Matjka (dir.), *Planning in Cold War Europe Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin, De Gruyter, 2018, pp. 207-228.

4 Joseph Krulic, « D'une autogestion l'autre : Paris-Belgrade 1948-1985 », *Pouvoirs*, 52, 1990, p. 141-155.

5 Xavier Jullien, *L'influence du modèle yougoslave sur le courant autogestionnaire français*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Philippe Levillain, Paris 10, juin 2000.

6 Sur cette floraison de travaux, et en particulier les colloques internationaux organisés chaque année depuis 2013 par l'Université de Pula en Croatie, voir le compte rendu de l'ouvrage de Lada Durakovic, Andrea Matošević (eds), *Socijalizam na klupi. Jugoslavensko društvo očima novopostjugoslavenske humanistike (Le socialisme en examen. La société yougoslave vue par les nouvelles sciences humaines post-yougoslaves)*, Pula-Zagreb, Srednja Evropa/Sveučilište Jurja Dobrile/Sajam

chercheurs en sciences humaines travaille à en renouveler la connaissance en tentant de se prémunir de la « nostalgie » titiste comme des mémoires nationales officielles des différents États successeurs. À côté d'approches communes aux historiographies actuelles portant sur les pays ex-socialistes (vie quotidienne et consommation, modernisation, culture populaire, formes de la répression...), la question spécifique de l'autogestion commence à redevenir une thématique émergente. Si certains auteurs ont mis l'accent sur le rôle de l'idéologie du « dépérissement de l'État » dans la désintégration finale de l'ex-Yougoslavie¹, d'autres ont cherché à en réinterpréter les origines dans les années 1948-1950 à la lumière d'archives désormais ouvertes et, plus largement, à resituer la place de la notion dans le cadre de la politique économique, mais aussi de la politique intérieure et internationale de Tito². D'autres encore tentent de saisir, par une approche micro-historique d'histoire du travail, très loin du mythe, ce qu'a été la pratique réelle de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves et son évolution³. Les mobilisations étudiantes du « Juin 68 » yougoslave, porteuses d'une conception autogestionnaire dissidente, ainsi que le rôle des intellectuels hétérodoxes de la revue *Praxis*, ont fait l'objet de nouvelles investigations⁴. Enfin, la politique internationale du régime a commencé à être réexaminée grâce aux archives du Parti communiste/Ligue des communistes et de l'État, croisées avec celles de leurs interlocuteurs. On a pu ainsi étudier les « relations spéciales » entre communistes yougoslaves et travaillistes britanniques entre 1950 et 1956, en réévaluant la dimension idéologique de ces contacts de parti à parti⁵. On ne disposait pas, jusqu'ici, d'une recherche comparable portant sur les socialistes français⁶. Une thèse d'histoire soutenue récemment à l'Université McMaster (Hamilton, Ontario) apporte cependant d'utiles éclairages, à partir des archives diplomatiques françaises et yougoslaves, sur les liens entre les deux pays, qui ne se réduisent pas aux

Knjige u Istri, 2013, par Anne Madelain dans *Critique internationale*, 66, janvier-mars 2015, p. 175-178. Autre indice de ce renouvellement, une nouvelle et imposante biographie de Tito, s'appuyant sur des archives inédites, qui vient d'être traduite en français : Jozef Pirjevec, *Tito. Une vie*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

- 1 Dejan Jović, *Yugoslavia. A State that Withered Away*, West Lafayette, Purdue University Press, 2009.
- 2 Vladimir Unkovski-Korica, « Workers' councils in the service of the Market: new archival evidence on the origins of self-management in Yugoslavia 1948-1950 », *Europe-Asia Studies*, 66(1), 2014, p. 108-134. Sa thèse vient d'être publiée sous le titre : *The Economic Struggle for Power in Tito's Yugoslavia: From World War II to Non-Alignment*, Londres-New York, I.B. Tauris & Co Ltd, 2016.
- 3 C'est le cas des recherches en cours de Goran Musić (Université de Graz) et de Josip Mihaljević (Croatian Institute of History, Zagreb).
- 4 Boris Kanzleiter, *Die « Rote Universität ». Studentenbewegung und Linksoption in Belgrad 1964-1975*, Hambourg, VSA Verlag, 2011.
- 5 Vladimir Unkovski-Korica, « The Yugoslav Communists' special relationship with the British Labour Party 1950-1956 », *Cold War History*, 14(1), 2014, p. 23-46.
- 6 Un seul article, déjà ancien, dû à Denis Lefebvre, « Le socialisme démocratique et la Yougoslavie au début des années 1950 », *Cahier et Revue de l'OURS*, 186, mars-avril 1989, p. 22-28.

relations entre chancelleries et intègrent partiellement les jeux d'influence et le rôle de certains acteurs non-étatiques, partis, associations ou intellectuels¹. Mais, dans l'ensemble, la question des relations entre les gauches françaises et les Yougoslaves, surtout vue au prisme de l'autogestion, n'est évoquée que de façon marginale. Il s'agira donc, en tirant profit de ce renouveau des études sur la Yougoslavie « autogestionnaire », d'essayer de combler cette lacune.

ÉTUDIER LE « TRANSFERT » D'UN « MODÈLE » ?

Ce livre vise à la fois à apporter sa pierre à la construction d'une histoire « globale » de l'autogestion et à mieux appréhender une dimension importante de l'histoire politique, sociale et culturelle de la France du second xx^e siècle. Il s'inscrit à sa manière dans la revendication d'une histoire transnationale du national qui commence à s'affirmer en France², sur un modèle déjà bien ancré dans d'autres historiographies, notamment nord-américaines. Sans s'y enfermer, il s'appuie sur une démarche souple qui a fait ses preuves dans d'autres domaines, celle des « transferts culturels³ ».

Ce choix pourrait sembler risqué. Adopter la problématique des transferts, n'est-ce pas déjà postuler que l'autogestion française serait, comme le mot lui-même, une sorte de calque de l'autogestion yougoslave, ou, à tout le moins, que la seconde aurait influencé la première de manière décisive ? N'est-ce pas également renoncer à prendre en compte toutes les autres circulations au profit d'un mouvement unique d'un contexte à un autre ? En réalité, la méthode des transferts, une fois écartées les « fausses pistes » suggérées par le « vocable lui-même »⁴, nous semble particulièrement adaptée à l'objet qui est le nôtre. Michel Espagne, qui fut l'un des principaux artisans de la notion, rappelait récemment que « transférer, ce n'est pas transporter, mais plutôt métamorphoser⁵ ». Le recherche sur les transferts avait montré, selon lui, « qu'on peut s'approprier un objet culturel et

1 Katarina Todić, *A Traditional Friendship? France and Yugoslavia in the Cold War World 1945-1969*, PhD, McMaster University, Hamilton, 2015.

2 Un séminaire a été lancé en 2014 à l'ENS d'Ulm par Quentin Deluermoz et Blaise Wilfert-Portal sous ce titre (programmétique) : « Pour une histoire transnationale et globale de la France ». Dans un autre registre, le succès éditorial de l'entreprise collective dirigée par Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France* (Paris, Éditions du Seuil, 2017) et la polémique qui a suivi sa parution, témoignent de l'acuité des enjeux historiographiques et politiques soulevés par ce type d'approche.

3 Michel Espagne, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999, et Michel Espagne et Valérie Gérard (dir.), dossier « Les Transferts culturels », *Revue Sciences/Lettres*, 1, 2013 (en ligne sur rsl.revues.org).

4 Toutes les expressions entre guillemets de ce paragraphe sont extraites de l'article de Michel Espagne, « La notion de transfert culturel », qui constitue l'introduction du numéro spécial de la *Revue Sciences Lettres* (*ibid.*, p. 1-9).

5 *Ibid.*, p. 1

s'émanciper du modèle qu'il constitue [...] »¹. Il soulignait également que la « catégorie de l'influence, dont l'étymologie suffit à montrer la dimension magique, devait être remplacée par une approche critique des contacts historiquement constatables et des adaptations ou réinterprétations auxquels ces contacts avaient donné lieu² ». Dans cette perspective, l'attention doit certes porter sur la « circulation », mais surtout sur la « réinterprétation », sur la « dynamique de resémantisation » – de transformation du sens originel – qui s'opère alors dans le contexte d'accueil. Quant à la « méconnaissance » supposée, évoquée plus haut, des réalités yougoslaves par les autogestionnaires français, elle n'interdit nullement de parler de transfert : « À la limite, la connaissance d'une tradition précédant son importation et sa reconstruction peut-être extrêmement succincte³. » Enfin, et peut-être surtout, la notion de transfert n'implique pas, bien au contraire, une relation exclusive entre deux pays ou deux langues. « Il y a quasiment toujours des tiers impliqués », observe Michel Espagne, et « on doit donc plutôt se représenter les transferts culturels comme des interactions complexes entre plusieurs pôles, plusieurs aires linguistiques », avant d'ajouter : « On fait du passage en Allemagne des Lumières françaises un phénomène bien étroit si on néglige ses racines anglaises et ses prolongements russes⁴. » Braquer le projecteur sur la réception de l'autogestion yougoslave en France ne signifie donc pas négliger l'environnement « global » dans lequel elle s'inscrit. Le « transfert » considéré est à la fois un moment et un segment d'un mouvement de circulation qui l'englobe et le dépasse.

L'approche par les transferts contraint également à se garder d'une dérive vers une histoire désincarnée des idées, en insistant sur la médiation, ses modalités concrètes et ses vecteurs matériels. On accordera ainsi un intérêt particulier à la politique des invitations impulsée par le régime de Belgrade, aux échanges de délégations, à ces « brigades internationales » de jeunes gens et de jeunes filles, venus travailler et témoigner sur place au lendemain du schisme Tito-Staline, et plus généralement aux voyages et aux retours de Yougoslavie (jamais véritablement étudiés à notre connaissance⁵), aux traductions d'ouvrages et d'articles, aux carrefours institutionnels (congrès des « autogestionnaires » à Belgrade en 1957 et à Sarajevo en 1971, école d'été de Korčula dans les années 1960, rencontres de Cavtat ensuite, Conférence internationale des sociologues sur l'autogestion à Dubrovnik en 1972 et à Paris en 1977, séminaires internationaux, scientifiques, politiques ou syndicaux), aux associations et institutions (de France-Yougoslavie au

1 *Ibid.*, p. 1-2.

2 *Ibid.*, p. 2.

3 *Ibid.*, p. 2.

4 *Ibid.*, p. 3.

5 À l'exception d'un bref article de Nicole Racine, « Retours de Yougoslavie (1949-1953). Petite anthologie partielle », *Sillex*, 20, 1981, p. 73-82.

CICRA). On portera naturellement toute notre attention sur les milieux et personnalités, souvent inscrits dans des réseaux transnationaux, qui furent en France les plus réceptifs, selon des modalités très diverses, à l'« expérience » yougoslave : trotskystes, intellectuels « progressistes », marxistes antistaliniens, socialistes, chrétiens de gauche et personnalistes, syndicalistes CFDT, nouvelle gauche et PSU, voire communistes libertaires, mais aussi sociologues (du travail, de la coopération), juristes ou économistes¹. On n'exclura évidemment pas de l'étude les milieux les plus critiques, qu'ils s'appuient sur les tares de la pratique yougoslave pour condamner l'autogestion dans son principe (économistes libéraux d'un côté, maoïstes de l'autre, pour caricaturer) ou qu'ils condamnent le « mythe » de l'autogestion yougoslave (Fédération anarchiste, groupe Socialisme ou barbarie, Internationale situationniste par exemple) pour sauver l'idée, sans parler du cas du PCF qui, adversaire implacable de l'autogestion yougoslave à sa naissance, puis du courant autogestionnaire socialiste en France, finit par se poser en défenseur de la première pour mieux combattre le second.

L'accent mis sur les vecteurs et les médiateurs ne doit pas conduire à négliger les contenus, depuis la description et l'analyse du fonctionnement concret de l'autogestion en Yougoslavie jusqu'aux élaborations théoriques ou programmatiques et aux échappées utopiques. Le rejet d'une histoire des idées pures ne saurait faire perdre de vue l'ambition première, qui demeure de mieux appréhender, à travers une interrogation sur la place et les usages de la référence yougoslave, la construction et la déconstruction d'un concept politique.

Cette « référence », qui constitue le fil rouge de notre étude, peut-elle être qualifiée de « modèle » ? Le terme, auquel nous avons eu parfois recours jusqu'ici, demande à être interrogé. S'il désigne une construction théorique, une « représentation simplifiée d'un système² » visant à en expliquer le fonctionnement, il ne pose guère de problème : l'autogestion yougoslave a effectivement donné lieu à des modélisations diverses de la part d'économistes³ (Benjamin Ward, Jaroslav Vanek, Branko Horvat, André

1 Certaines figures importantes, mais mal connues, commencent à faire l'objet de monographies, comme Yvon Bourdet (Benjamin Laillier, *Yvon Bourdet (1920-2005). Histoire d'un intellectuel*, mémoire de M2 d'histoire, sous la direction de Benoît Marpeau, Université de Caen-Basse-Normandie, 2013) ou Victor Fay (Marion Labeÿ, *Victor Fay, l'éternel minoritaire : acteur et mémoire critique du mouvement social français*, mémoire de M2, sous la direction de Sophie Coeuré, Paris 7, 2015). Une thèse d'histoire est actuellement en cours sur le dirigeant trotskyste « autogestionnaire » Michel Raptis (dit « Pablo »).

2 Définition reprise par Gilles Vergnon, *Le « modèle » suédois...*, *op. cit.*, p. 10.

3 Pour un bilan encore marqué par les controverses du moment autogestionnaire : André Dumas (dir.), *L'autogestion, un système économique ?*, Paris, Dunod/Bordas, 1981. Pour une approche récente et transnationale beaucoup plus large, mais qui renouvelle de manière stimulante la question, voir Johanna Bockman, *Markets in the Name of Socialism. The Left-Wing Origins of Neoliberalism*, Stanford, Stanford University Press, 2011.

Dumas, Henri Lepage...) et de sociologues (Rudi Supek, Albert Meister¹...), par ailleurs lourdes d'implications politiques, et qui méritent d'être étudiées. En revanche, si « modèle » renvoie à la volonté d'exporter un type d'organisation économique et social original ou à la capacité d'attraction propre de celui-ci, la question est plus complexe. D'un côté, le discours officiel titiste, dès l'origine, récuse le plus souvent le terme : il revendique, contre le *one best way* soviétique, la pluralité des « voies nationales au socialisme », souligne les spécificités du pays, présente l'autogestion comme une expérimentation plus que comme un système achevé et assure qu'elle n'est nullement un article d'exportation. De l'autre, il la promet, à l'intérieur de ses frontières et à l'extérieur, comme la seule option conforme à un marxisme authentique et, de plus en plus, comme la véritable alternative à la centralisation bureaucratique qui menace tant les États socialistes et les jeunes nations en voie de développement que les pays capitalistes avancés. Cette ambivalence constante se retrouve dans les discours des autogestionnaires français, où le refus de la notion de « modèle » – présentée parfois comme contradictoire avec l'idée d'autogestion elle-même – cohabite avec la nécessité de se confronter, d'une manière ou d'une autre, avec l'autogestion « réelle » telle que la mettent en pratique les communistes yougoslaves. L'un des enjeux de ce livre sera d'évaluer la pertinence de la notion de « modèle yougoslave » pour les gauches françaises.

Enfin, cette étude qui porte sur trois décennies, riches en bouleversements de tous ordres, s'efforcera d'être particulièrement attentive à la chronologie, d'autant que les virages politiques et économiques successifs de la Yougoslavie autogestionnaire, entre plan et marché, centralisation et décentralisation, répression et libéralisation, ont évidemment un impact sur la perception à l'étranger d'un « modèle » souvent assimilé à un « chantier » permanent. Il faudra, pour la clarté de la présentation, tenter d'articuler chronologie yougoslave et chronologie française. Deux grandes séquences se dégagent assez clairement. Une première phase, qui irait de 1948 à 1965 environ, se caractérise par l'affirmation progressive et heurtée d'une « voie » yougoslave originale, riche d'audace et de contradictions, qui fascine et intrigue, et contribue à acclimater le mot et l'idée, en France et ailleurs. La question de l'autogestion n'apparaît pourtant pas centrale dans les premières années, ne serait-ce que parce que les conseils ouvriers yougoslaves ne sont institués officiellement qu'à partir de l'été 1950. Mais il est difficile d'appréhender les sources « yougoslaves » de l'idée autoges-

1 Une première journée sur Albert Meister (« Sociologue de l'utopie. Albert Meister, l'autogestion et le mouvement coopératif ») s'est tenue à l'IMEC (Abbaye d'Ardenne), le 14 novembre 2013. Voir également Frank Georgi, « L'autogestion yougoslave vue de France. Un médiateur oublié, Albert Meister », in Antoine Marès (dir.), *La France et l'Europe médiane. Médiateurs et médiations*, Paris, Institut d'études slaves, 2016, p. 185-196.

tionnaire en France sans examiner au préalable comment et dans quelles conditions, dès les lendemains de l'excommunication de 1948, a commencé à se forger un « mythe » titiste, et quels milieux il a touchés.

Une deuxième séquence, qui s'ouvre au milieu des années 1960, au moment même où la Yougoslavie invente un socialisme de marché autogestionnaire, voit toute une « nouvelle » gauche, intellectuelle, syndicale et politique, se saisir de l'idée d'autogestion, à la veille et surtout au lendemain de 1968, en se réclamant plus ou moins explicitement de l'exemple yougoslave, tout en entendant inventer un projet original, adapté à une société industrielle avancée, voire post-industrielle. Cette France des années 1970 fait alors figure, au plan international, de seconde patrie, intellectuelle et politique, de l'autogestion, alors que l'image de la Yougoslavie se brouille, entre référence incontournable (positive ou négative), fuite en avant dans l'utopie, crise économique et sociale, et raidissement politique. La mort de Tito en 1980 et l'accession au pouvoir, l'année suivante, d'une gauche française dont le programme et la pratique apparaissent très en retrait de l'ambition affichée quelques années plus tôt, viennent clore symboliquement cette seconde phase, ouvrant sur une déconstruction accélérée du mythe autogestionnaire dans les deux pays, dans des contextes à l'évidence peu comparables.

MATÉRIAU(X)

Si le sujet, jusqu'ici, n'a guère été qu'effleuré, les sources pour un tel travail sont particulièrement abondantes. Essayer de rendre compte de discours, et souvent d'un enchevêtrement de discours, qui constituent le socle premier de représentations, supposait de porter une attention spécifique aux sources imprimées, qui se sont révélées foisonnantes, sinon pléthoriques. Les ouvrages et brochures en français consacrés à l'« expérience » peuvent être assez rapidement cernés, des retours de Yougoslavie des premiers « titistes français » aux ultimes tentatives de la part des autogestionnaires français tentant de sauver « l'héritage de Tito¹ », en passant par les essais politiques, les thèses ou études économiques, sociologiques ou juridiques, ou encore les mémoires des protagonistes. En revanche, la masse des articles publiés sur cette question est considérable et très dispersée. La mise en ligne de grands quotidiens d'information comme *Le Monde* et d'organes militants (*Le Libertaire*, *La Vérité*, *Socialisme ou barbarie*, *Reconstruction...*) nous a grandement facilité la tâche. Une importante documentation encore non numérisée a dû faire l'objet d'un dépouillement systématique dès lors que leur lien avec la question qui nous

1 Nous empruntons la formule au titre de l'ouvrage d'Yves Durrieu, *L'héritage de Tito. L'autogestion nécessaire*, Paris, Syros, 1980.

préoccupe nous est apparu central : publications yougoslaves de langue française (*Nouvelles yougoslaves, Questions actuelles du socialisme, Syndicats yougoslaves...*) ou plurilingues (*Praxis, Socialism in the World...*), revues scientifiques spécialisées (*Autogestion*), périodiques politiques ou théoriques divers, liés au « courant autogestionnaire » entendu au sens le plus large (*Revue socialiste, Cahiers du Centre d'études socialistes, Tribune socialiste, Frontières, Faire, Noir et Rouge, CFDT aujourd'hui...*). Bien d'autres journaux, magazines ou bulletins, confidentiels ou de plus large diffusion, ont croisé, à un moment ou à un autre, la question de l'autogestion yougoslave. Leur consultation a été rendue plus aisée par l'existence de dossiers de presse spécialisés parfois très nourris, dans des centres d'archives ou des bibliothèques : Fonds « Autogestion » de la bibliothèque de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH), Archives confédérales de la CFDT, bibliothèque de Sciences Po...

Même si la distinction est loin d'être aussi franche, le refus d'une histoire des idées pures suppose, le plus souvent, de dépasser les sources imprimées pour aller se confronter aux archives. Ces fonds apparaissent nombreux et éclatés, mais quelques-uns d'entre eux se sont avérés particulièrement riches. Ici encore, le fonds « Autogestion » de la FMSH (près de 3 000 références dont nombre de rapports et de textes multigraphiés issus de congrès et colloques internationaux, témoignages inédits) et les archives de la CFDT (ayant conservé des fonds importants tant sur la Yougoslavie que sur l'autogestion) méritent une mention spécifique, de même que les papiers personnels de quelques-uns des principaux « médiateurs » intellectuels de l'autogestion yougoslave, déposés à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine à l'abbaye d'Ardenne (Albert Meister, Yvon Bourdet...), les archives de l'Institut Tribune socialiste pour le PSU, celles de l'Office universitaire de recherche socialiste et de la Fondation Jean-Jaurès pour la SFIO et le PS, celles du Parti communiste français à Bobigny et de la CGT à Montreuil. Les archives diplomatiques du ministère français des Affaires étrangères, à La Courneuve et à Nantes, rarement exploitées par les historiens « sociaux », nous ont été extrêmement précieuses. Ponctuellement, des fonds militants, dispersés en divers lieux (La Contemporaine à Nanterre, la Bibliothèque nationale de France et le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle à Paris, l'*International Institute of Social History* à Amsterdam...), nous ont aidé à y voir plus clair. En contrepoint, nous avons pu, grâce à l'aide inappréciable d'une jeune chercheuse canadienne, Katarina Todić, avoir accès à un certain nombre de dossiers extraits des archives du ministère des Affaires étrangères de Belgrade, qui nous ont donné, en quelques occasions, un avant-goût de ce que pourrait être cette histoire, si elle était racontée du point de vue yougoslave¹.

1 Notre méconnaissance de la langue nous a empêché d'entreprendre sérieusement, pour la rédaction de cet ouvrage, une exploration personnelle et directe de ces archives. Mais une collaboration internationale, qui permettrait d'envisager

Enfin, comme bien des recherches menées sur un temps encore proche, ce travail s'est constamment enrichi de nombreux entretiens, formels ou informels, avec des acteurs et des témoins. Ces échanges ont eu aussi le mérite, au-delà des informations ponctuelles qu'ils nous apportaient, de nous rappeler régulièrement combien les circulations et les transferts d'idées ou de « modèles » n'avaient rien d'abstrait et participaient pleinement d'une aventure humaine riche et complexe, faite avant tout de rencontres, fussent-elles improbables.

collectivement, en croisant les sources et les approches, une histoire des circulations du modèle autogestionnaire yougoslave, est peut-être sur le point de prendre forme. Déjà, les 10 et 11 mai 2018 s'est tenue à Koper (Slovénie) une première rencontre internationale sur le thème : *Laboratory of Yugoslav Political Innovation: The Origins, Synthesis and International Influences of Self-Management Socialism*.